

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
21 avril 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Suite donnée aux conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010

Dernière synthèse des rapports présentés par l'Autriche

1. Dans le droit fil des rapports qu'elle a soumis aux Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, de ses documents de travail spécialisés et des exposés généraux qu'elle a faits lors des réunions du Comité préparatoire, et se référant aux documents de travail élaborés sur cette question par l'Union européenne et le Groupe des Dix de Vienne, l'Autriche présente ci-après la dernière synthèse en date du rapport qu'elle a soumis à la deuxième session du Comité préparatoire en 2013 (NPT/CONF.2015/PC.II/1), ainsi qu'à la troisième session du Comité préparatoire en 2014 (NPT/CONF.2015/PC.III/WP.30) sur les activités qui ont été menées à l'échelle nationale en application de la mesure n° 20 du plan d'action adopté par la conférence d'examen de 2010.

Désarmement nucléaire

2. (Principes et objectifs et mesure n° 1 énoncés dans le document final de 2010) : Fidèle à son ferme attachement aux principes et aux objectifs de désarmement nucléaire convenus en 2010, ainsi qu'aux accords conclus lors des précédentes conférences d'examen, l'Autriche souligne l'importance de la préoccupation exprimée dans le Document final de 2010 concernant les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi d'armes nucléaires et la nécessité pour tous les États de respecter en tout temps le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire. L'Autriche a continué à collaborer avec les États concernés à l'élaboration de déclarations communes sur la dimension humanitaire du désarmement nucléaire, dont la dernière version devrait être présentée par le Ministre autrichien des affaires étrangères, M. Sebastian Kurz, lors de la Conférence d'examen de 2015.

3. L'Autriche a accueilli la Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui s'est tenue à Vienne les 8 et 9 décembre 2014 (www.hinw14vienna.at). Elle était motivée par les préoccupations concernant le

15-06244X(F)



Merci de recycler



désarmement nucléaire et le régime de non-prolifération, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Parmi les nombreux problèmes auxquels le Traité est confronté, le manque de crédibilité dans le domaine du désarmement est particulièrement préjudiciable. L'Autriche est convaincue que faute de progrès crédibles concernant le désarmement nucléaire et si les armes nucléaires ne sont pas abandonnées, une nouvelle prolifération de ces armes sera la conséquence inévitable et les dangers et risques nucléaires deviendront encore plus grands. L'Autriche considère l'initiative humanitaire et, par conséquent sa décision d'accueillir la Conférence de Vienne, comme une activité d'exécution essentielle dans le cadre de l'article VI et directement prescrite par les principes, les objectifs et la mesure n° 1 définis en 2010.

4. La Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui s'est tenue à Vienne a vu la participation de 158 États, d'un large éventail d'organisations internationales du système des Nations Unies, du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de nombreux universitaires et experts, et de plusieurs centaines de représentants de la société civile. La Conférence a été ouverte par le Ministre autrichien des affaires étrangères, M. Sebastian Kurz. Le Secrétaire général des Nations Unies, le Président du Comité international de la Croix-Rouge et le Pape François ont adressé à la Conférence des déclarations et des messages importants. Des victimes d'explosions nucléaires ont témoigné sur leurs atroces expériences. En quatre sessions, des experts dans divers domaines ont présenté les conséquences à court et long terme de l'emploi des armes nucléaires, les effets des essais nucléaires, les facteurs de risque d'une utilisation délibérée ou non d'armes nucléaires, les scénarios d'utilisation des armes nucléaires et les difficultés à prévoir, ainsi qu'un panorama des normes du droit international existant relatives aux conséquences humanitaires des explosions d'armes nucléaires.

5 Les faits scientifiques, les données probantes et les analyses présentés lors de la Conférence de Vienne ont montré que les conséquences et les risques humanitaires liés aux armes nucléaires sont bien plus élevés et graves qu'on ne le pensait précédemment, et doivent donc par conséquent être au centre des initiatives mondiales concernant le désarmement nucléaire et la non-prolifération.

6. L'Autriche s'est efforcée de faire ressortir les divers points de vue qui existent dans la communauté internationale sur la voie à suivre dans le résumé du Président, qui a été présenté sous sa seule responsabilité. Le résumé du Président contient huit conclusions importantes issues de l'initiative humanitaire de ces trois dernières années et des conférences d'Oslo, de Nayarit, de Mexico et de Vienne.

7. La Conférence de Vienne a ainsi regroupé les débats de fond qui avaient eu lieu lors des trois conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires en Norvège (mars 2013), au Mexique (février 2014) et en Autriche pour en tirer une série de conclusions essentielles et fermes concernant les conséquences humanitaires des armes nucléaires, les risques liés à l'existence de ces armes et la dimension juridique et morale de cet arsenal. L'objectif était d'apporter une contribution essentielle aux futurs travaux sur le désarmement nucléaire, notamment lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Par conséquent, l'Autriche, de concert avec un groupe de pays animés par les mêmes sentiments, a soumis à la Conférence d'examen de 2015 un document de travail. Le présent document contient certaines des principales conclusions tirées des contributions scientifiques apportées et des

débats qui ont eu lieu lors des trois conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, ainsi que des recommandations pour la Conférence d'examen de 2015 sur la mise en œuvre du Traité et les obligations et engagements en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération aux termes du traité.

8. En outre, l'Autriche a pris un engagement national à la Conférence de Vienne qui va au-delà du résumé du Président et contient les conclusions qu'elle a tirées des constatations présentées pendant les conférences humanitaires. L'Autriche a ensuite invité tous les pays concernés à s'associer à cet engagement afin de conforter les arguments et les constatations humanitaires, et de mettre en évidence les attentes de la communauté internationale concernant des progrès crédibles et urgents dans la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Autriche a soumis un document de travail relatif à la Conférence de Vienne, aux conclusions contenues dans le résumé du Président et à l'engagement pris par l'Autriche lors de cette conférence.

9. (*Mesures n° 6, 7 et 9*) : L'Autriche continue de soutenir la revitalisation des processus multilatéraux sur le désarmement nucléaire, notamment au sein de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Lors des soixante-huitième et soixante-neuvième sessions de l'Assemblée générale, l'Autriche a poursuivi ses travaux, de concert avec un groupe de pays animés par les mêmes sentiments, sur la résolution de l'Assemblée générale intitulée « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », qui a été adoptée en tant que résolution 67/56 en 2012.

10. L'Autriche a continué de soutenir la création de zones exemptes d'armes nucléaires comme étant une contribution importante à l'élimination globale des armes nucléaires. Dans cet esprit et pour la mise en œuvre de la mesure n° 9 du plan d'action de 2010, l'Autriche, en collaboration avec la Suisse, a cofinancé une étude du Peace Research Institute Frankfurt intitulée « A nuclear-weapon-free zone in Europe: concept – problems – chances » dans le but d'encourager la tenue d'un débat entre les experts et les responsables politiques sur la faisabilité de la création d'une telle zone en Europe.

11. (*Mesures n° 12 à 14*) : L'Autriche encourage la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires grâce à des contacts politiques avec les pays qui ne l'ont pas encore signé ou ratifié, et a participé à toutes les Conférences organisées pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ainsi qu'aux conférences organisées par le « Groupe des amis du Traité ». L'ancien Secrétaire général aux affaires étrangères, Johannes Kyrle, participe activement au nouveau Groupe de personnalités éminentes de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de contribuer aux efforts de sensibilisation destinés à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. L'Autriche continue également d'apporter une aide financière importante aux conférences « Science and Technology » qui ont été organisées tous les deux ans par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires depuis 2009, y compris la prochaine qui aura lieu en juin 2015. L'Autriche considère la coopération scientifique et universitaire accrue de l'organisation avec les parties prenantes concernées, ainsi que le renforcement de la contribution civile et scientifique du système de vérification de l'organisation, comme étant très importants et significatifs pour garantir un soutien large et continu au Traité et à l'organisation.

12. (*Mesures n° 19, 20 et 22*) : Un appui constant a été apporté au Bureau des affaires de désarmement, en particulier en ce qui concerne le travail que doit effectuer le Service de Vienne, qui a été créé en 2012 et a reçu une aide financière importante. L'Autriche accorde également une grande importance au rôle indispensable de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, démontré par ses excellents travaux de recherche et ses contributions substantielles dans le contexte de l'initiative internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, à laquelle l'Autriche a apporté son aide financière.

13. L'Autriche continue de soutenir et de collaborer étroitement avec le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération, créé en 2011 grâce à une collaboration entre le Ministre des affaires étrangères autrichien et le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies. Le Centre de Vienne est considéré comme un important groupe de réflexion et une plateforme toute désignée pour des débats, des travaux de recherches et un dialogue de haut niveau sur les problèmes nucléaires. Il sert aussi de catalyseur pour l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération au sens large, qui peut avoir des incidences au plan mondial. Le Centre de Vienne a eu un impact important et positif pour renforcer l'expertise et favoriser une collaboration approfondie entre les pays, la société civile et les experts à Vienne sur un large éventail de questions relatives au désarmement et à la non-prolifération, en particulier les « questions de Vienne ».

14. L'Autriche continue de soutenir l'éducation et la formation en matière de désarmement et de non-prolifération comme étant une contribution particulièrement utile, nécessaire et viable aux efforts dans ce domaine. Dans ce contexte, l'initiative humanitaire et l'organisation de conférences internationales contribuent de manière vraiment significative à faire mieux connaître la complexité, mais également l'urgence du désarmement et de la non-prolifération considérant le risque des conséquences humanitaires dévastatrices des explosions des armes nucléaires. À cette fin, l'Autriche considère qu'il est important de mettre un terme et d'objecter au discours sur les armes nucléaires traditionnellement axé sur la politique de sécurité avec une analyse plus large des conséquences, des risques, de la légalité et de la moralité des armes nucléaires. En outre, il est nécessaire d'aller au-delà de la communauté des experts du contrôle des armes pour élargir le débat sur les armes nucléaires à d'autres groupes d'experts, à la société civile et au grand public. Cela est essentiel pour mieux comprendre le tabou qui entoure les armes nucléaires, étant donné que les tendances mondiales et la situation géopolitique actuelle ne mettent en évidence que l'importance pour la communauté internationale toute entière de se focaliser sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération avec un sentiment d'urgence encore plus grand. De plus, l'Autriche a accueilli et/ou organisé conjointement plusieurs manifestations d'éducation en matière de désarmement et soutenu des activités de la société civile dans ce domaine.

Non-prolifération

15. Concernant les *mesures 23, 24 à 29, 32 à 34, 35 à 39 et 40 à 46*, l'Autriche voudrait se référer aux informations de mise en œuvre fournies dans les rapports nationaux soumis à la deuxième session du Comité préparatoire en 2013 et à la troisième session du Comité préparatoire en 2014, ainsi qu'aux déclarations sur le sujet et aux documents de travail présentés par l'Union européenne.

16. (*Mesures n° 35 et 36*) : En s'acquittant de son obligation de s'assurer que les exportations dans le domaine nucléaire ne contribuent pas directement ou indirectement à la mise au point d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires et sont pleinement conformes aux buts et à l'objet du Traité, l'Autriche applique les mémorandums d'entente du Comité Zangger ainsi que les directives adoptées par le Groupe des fournisseurs nucléaires. Elle se félicite de la meilleure application du contrôle des exportations et s'apprête à étudier les possibilités ainsi offertes, l'objectif étant de renforcer le régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

17. Afin de renforcer le Groupe des fournisseurs nucléaires qu'elle considère comme un accord efficace dans le domaine de la non-prolifération et du contrôle des exportations, l'Autriche, en collaboration avec l'Allemagne et la Dotation Carnegie pour la paix internationale, a accueilli un atelier international intitulé « The future of Nuclear Suppliers Group participation and adherence » les 8 et 9 janvier 2015. Le principal sujet de cet atelier était l'impact de l'élargissement de la participation au Groupe des fournisseurs nucléaires, en particulier à des pays n'étant pas partie au Traité de non-prolifération, sur les régimes de non-prolifération et de contrôle des exportations. Presque 120 experts se sont inscrit à cet atelier. Ils venaient de 39 pays participant au Groupe des fournisseurs nucléaires et de quatre États parties au Traité de non-prolifération ne participant pas au Groupe, ainsi que de groupes de réflexion, d'institutions, de l'industrie et de dispositifs de contrôle des exportations.

Utilisations pacifiques

Concernant les mesures 47 à 64, l'Autriche voudrait se référer aux informations de mise en œuvre fournies dans les rapports nationaux soumis à la deuxième session du Comité préparatoire en 2013 et à la troisième session du Comité préparatoire en 2014, ainsi qu'aux déclarations sur le sujet et aux documents de travail présentés par l'Union européenne.
